

Croître pour un progrès partagé

LE MONDE | 10.10.2012 à 10h05 • Mis à jour le 10.10.2012 à 10h05

Par Annie Kahn

La question de la croissance est actuellement une obsession. Son absence inquiète. Ainsi que les pertes d'emplois et l'augmentation de la pauvreté qui lui sont associées. Mais son existence inquiète aussi. Pour les dégâts qu'elle pourrait causer sur l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles .

Tous les pays sont concernés. Les pays développés, où la stagnation, voire la récession, menace. Les émergents, où le ralentissement pourrait freiner brutalement des régions jusqu'alors en plein essor, mais où la croissance s'est accompagnée d'inégalités considérables. Quant aux Etats restés en retrait du développement, incapables d'offrir à leurs populations des systèmes de santé ou d'éducation qui leur permettraient de sortir de la pauvreté, ils risquent de continuer de l'être si le reste du monde ralentit à son tour.

Economistes, politiques ou simples citoyens s'interrogent. Cette croissance est-elle souhaitable ? Durable ? Ne doit-elle pas intégrer d'autres dimensions que celle du produit intérieur brut (PIB) sur laquelle économistes, politiques et dirigeants se focalisent ? Ne devrait-elle pas être compatible avec le bien-être , l'emploi , le respect de l'environnement, ne devrait-elle pas contenter chacun sans creuser encore davantage les inégalités, que ce soit entre les continents ou entre les citoyens d'un même pays ?

Le Monde.fr a le plaisir de vous offrir la lecture de cet article habituellement réservé aux abonnés du Monde.fr. Profitez de tous les articles réservés du Monde.fr en vous [abonnant à partir de 1€ / mois](http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTEUR1E) (<http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTEUR1E>) | [Découvrez l'édition abonnés](#) ([/teaser/?url_zop=http%3a%2f%2fabonnes.lemonde.fr%2fedition-abonnes%2f](http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTEUR1E))

La croissance est le thème central de la huitième édition du Women's Forum qui se tient à Deauville du 10 au 12 octobre. La rencontre affiche d'emblée sa position : "*Objectif : croissance à 360°*", sans craindre d'affronter ses détracteurs, ceux pour qui croître ne doit pas être un but.

Juliet Schor en fait partie. Cette sociologue, professeur au Boston College (Etats-Unis), appelle chacun à se détourner du marché. En travaillant à temps partiel, avec des revenus moindres, en fabriquant davantage nous-mêmes ce dont nous avons besoin. En pratiquant le troc. En développant des systèmes locaux de production d'énergie alternative, au niveau d'un village, d'un quartier ou même d'une famille , plutôt que des infrastructures d'envergure. En

favorisant les réseaux d'entraide financière de proximité, au détriment des banques mondialisées.

Elle donne ainsi un coup de jeune aux travaux du Club de Rome, dirigés par le physicien américain Dennis Meadows, publiés en 1972 et opportunément réédités en mars (*Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, Ed. Rue de l'échiquier).

Néanmoins, il ne faudrait surtout pas croire que de tels propos soient représentatifs d'une pensée féminine ! A l'autre extrémité du spectre, *"la croissance est une dimension du bien-être"*, estime Claudia Senik, professeure à l'Ecole d'économie de Paris et spécialiste de l'économie du bonheur. *"L'anticipation de la croissance, l'élaboration de projets est ce qui rend les gens heureux. Il faut donc que la croissance existe pour pouvoir l'espérer. Il faut pouvoir se projeter, pour ne pas avoir de pensées morbides"*, insiste-t-elle. *"Les enquêtes prouvent que le sentiment de bonheur est corrélé à l'économie. Le moral des ménages américains suit l'évolution du Dow Jones, l'indice de la Bourse américaine"*, ajoute-t-elle.

C'est également la vision de Véronique Morali, présidente du Women's Forum, de Fimalac Développement, et fondatrice du site féminin en ligne Terrafemina. Mais à condition que ces espoirs, portés par la croissance, soient partagés. Dans les pays en développement particulièrement. *"Au-delà des questions d'écart de rémunération qui concernent les pays développés, il faut, avant tout, une vraie distribution des richesses dans les pays émergents. Vu l'immensité des populations à prendre en compte, c'est par ces pays qu'il faut commencer, si on veut vraiment agir. Il faut permettre à tous de contribuer, puis de profiter de la croissance quand elle existe. Et limiter la souffrance des autres"*, insiste-t-elle.

Pour que ces dimensions soient prises en compte, encore faudrait-il qu'elles soient mesurées et intégrées dans les indicateurs économiques les plus utilisés. Marilyn Waring, consultante en économie du développement, experte auprès des Nations unies, ex-députée néo-zélandaise, devait porter cette exigence au Women's Forum. Elle milite contre l'utilisation du produit intérieur brut comme seul indicateur de croissance. A l'instar de la sociologue Dominique Méda et de nombreux autres sociologues et économistes de l'OCDE, entre autres. *"L'environnement n'est pris en compte dans le PIB qu'au prisme de son exploitation. Alors que l'écosystème est une condition fondamentale du bien-être, il n'est valorisé que quand nous le détruisons"*, s'insurge M^{me} Waring. *"Le PIB n'intègre pas non plus le travail non rémunéré, alors que c'est le plus large secteur de l'économie ; il est stupide de faire des prévisions sans en tenir compte"*, ajoute-t-elle. Elle est une adepte de l'indicateur de progrès véritable (IPV), qui valorise les activités non monétaires et tient compte des richesses

naturelles perdues.

Dans l'ouvrage *Quel avenir pour le progrès ?*, publié en février par le cabinet Ernst & Young, Dominique Méda déplace le débat : *"Plutôt que de parler de décroissance, je préfère défendre l'objectif d'une nouvelle conception du progrès"* qui exigerait de trouver des solutions pour parvenir au plein emploi, *"et un emploi de qualité"*. *"Nous avons besoin de cette utopie pour avancer !"*, conclut-elle.

Conception/coordination

Annie Kahn

Traduction/translation

John Tittensor

Illustrations

Chloé Poizat

A la une